



Action d'environnement

Temps n° 1

Dès 1988, nous avons commencé de sensibiliser les experts européens de l'OMS à la question de l'hépatite B. De 1988, nous avons financé des études épidémiologiques sur le sujet pour créer un consensus scientifique sur le fait que cette hépatite était un problème majeur de santé publique...

Interview A. Aufrère (SKB),
Sciences et Avenir jan 1997, p.27

Action d'environnement

Temps n° 2

Avec succès puisqu'en 1991, l'OMS a émis de nouvelles recommandations en matière de vaccination contre l'hépatite B...

Interview A. Aufrère (SKB),
Sciences et Avenir jan 1997, p.27

Action d'environnement

Temps n° 3

En France, nous avons eu la chance de tomber sur Philippe Douste-Blazy, un ministre de la santé dynamique (...). Il a compris du premier coup qu'il y avait un problème de santé publique. Cela n'a pas été le cas avec l'Allemagne et la Gde Bretagne...

Interview A. Aufrère (SKB),
Sciences et Avenir jan 1997, p.27

Action d'environnement

Temps n° 4

En 1994, en France, nous avons décroché le marché de la vaccination en milieu scolaire. Quand un enfant se fait vacciner en 6^e, sa mère pense à faire vacciner ses autres enfants (...) et puis se dit pourquoi pas moi et mon mari?

Interview A. Aufrère (SKB),
Sciences et Avenir jan 1997, p.27

Action d'environnement

Temps n° 5

**Vaccination contre l'hépatite B en France
Bilan de la campagne de vaccination en 1995**

Rev Prat n°381, 12 mai 1997

**Pierre Bégué, hôp. Trousseau
François Denis, CHU Limoges
Alain Goudeau, CHU Tours
Max Micoud, CHU Grenoble
Alain Aufrère, SKB**

Action d'environnement

Temps n° 6

Dialogues Justice et Santé, Droit, médecine et société

Jeudi 23/11/00

Grand' chambre de la Cour de cassation

Soigner en fonction des données acquises de la science est toujours (...) une des exigences qui s'impose au médecin, et en droit sa responsabilité va s'apprécier au regard de cette obligation (...) Le prof. David et moi (...) avons discuté de cet élément essentiel du devoir médical, et ses réflexions (...) m'ont ébranlé et inquiété.

P. Sargos

Action d'environnement

Temps n° 6 bis

Dialogues Justice et Santé, Droit, médecine et société

Jeudi 23/11/00

Grand' chambre de la Cour de cassation

En 1998 [1^{ères} condamnation ,TGI de Nanterre] le ministère de la Santé décidait de suspendre les campagnes scolaires de vaccination (...)

L'Organisation Mondiale de la Santé (...) se prononça clairement en défaveur de cette mesure prise par application du principe de précaution.

G. David

Action d'environnement

Temps n° 7

Droit, médecine et société – Le devoir de science au risque de la science

Presse Med 2002; 31: 945-52

L'appréhension de la médecine par le droit est riche d'enseignement sur l'évolution de l'art médical et de la vision qu'en a la société (...). L'exemple de l'application du principe de précaution à la vaccination contre l'hépatite B montre l'aspect éventuellement préjudiciable (...). A la suite d'une réflexion interdisciplinaire approfondie, l'Académie de Médecine a demandé un moratoire dans l'application au domaine médical du principe de précaution.

Action d'environnement

Inventaire des contributions de l'Académie
dûment publiées : n = 1

**A propos de la vaccination contre l'hépatite B.
Plaidoyer pour un principe de protection.**

Bull Acad Natle Med, 2002, 186 (05/02/02)

Emile Aron

*Je fais **entière confiance** aux laboratoires
producteurs de vaccin pour avoir effectué tous
les essais de tolérance requis...*

Action d'environnement

Temps n° 8

Vaccin anti-hépatite B: vers une résolution de la situation conflictuelle?

Gastroenterol Clin Biol 2003; 27: 865-867

Paul Calès, CHU Angers

*Il est indubitable que les recommandations du jury [de la « conférence de consensus » de sept 2003] et **l'arrêt de la Cour de cassation** [de sept. 2003] sont un argument très important en faveur de la vaccination.*

Les instrumentalisateurs de l'incertitude (1/2)

Attendu que pour retenir la responsabilité du laboratoire, l'arrêt attaqué, après avoir constaté que l'étiologie de la SEP était inconnue et que ni les expertises ni les études scientifiques ne concluaient à l'existence d'une association entre la vaccination et cette maladie, relève que la possibilité d'une telle association ne peut être exclue (...)

*Qu'en se déterminant ainsi, sans tirer les conséquences légales de **ses** constatations desquelles il résultait que le défaut du vaccin comme le lien de causalité entre la vaccination et la maladie ne pouvait être établis (...)*

Cassation , 23/09/03

Les instrumentalisateurs de l'incertitude (2/2)

*La Cour a choisi la voie de la prudence en refusant de condamner le laboratoire tant que la preuve d'un lien de causalité [n'avait] pu être établie **avec certitude**.*

Ch. Radé, Jurisclasseur, nov 2003

*Aucune condamnation ne peut être prononcée si la défectuosité du produit et le lien causal joué par celui-ci (...) ne sont pas établis **de manière certaine**.*

A. Gorny, Les Echos, 20 oct. 2003

*Tant qu'une preuve scientifique n'établira pas **le lien certain** entre ce vaccin et la SEP, il n'y aura donc pas de condamnation des laboratoires pharmaceutique*

AFP, 23/09/03

Quoi de spécifique ?

- **Rentabilité: exemple n°1**

You will define and manage the global clinical development strategy for one or more clinical development project [in the field of vaccines] (...)

*An understanding of the clinical aspects of infectious diseases (...) would be very useful **but is not essential**. You need to demonstrate (...) excellent presentation and communication skills (...)*

Quoi de spécifique ?

- **Rentabilité: exemple n°2**

Vous avez un rôle d'expertise scientifique, médicale et méthodologique dans la conception du développement clinique (...)

Le profil du candidat recherché:

Médecin de formation impérativement, vous possédez une expérience réussie, environ 3 ans, comme (...) médecin régional (...)

Définition de poste, mai 2007

